



changez la mentalité de votre temps

3

## AGENDAS, ALLIANCES, ACTEURS POUR LA RÉGÉNÉRATION DES CADRES DE VIE

par Giovanni Di Leo

95

Pour la première fois dans l'histoire, la COP 28 de l'ONU en décembre 2023 a proposé un concept très clair : « *Transitionner vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action au cours de cette décennie critique, de manière à atteindre le niveau zéro net d'ici 2050, conformément à la science* ». Bien que ce texte ne soit pas exactement celui que de nombreux politiciens, experts et techniciens attendaient et espéraient (pas de réduction progressive mais une élimination progressive - pas de réduction mais une sortie radicale), il s'agit néanmoins d'un signe encourageant.

La transition énergétique, inscrite dans le contexte plus large de la conversion écologique, est l'un des piliers fondamentaux du rééquilibrage de systèmes déjà extrêmement compromis.

La conversion écologique elle-même appartient à un cadre de durabilité plus complexe, tel que défini par l'Agenda 2030 des Nations unies. Les autres objectifs de l'Agenda sont les suivants : promouvoir la paix, l'équité, la justice et la protection sociale ; assurer la liberté et la sécurité ; lutter contre l'exclusion sociale et la discrimination ; respecter la richesse de la diversité culturelle ; soutenir le progrès scientifique et technologique ; renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale ainsi que la solidarité entre les pays.

L'UE, parmi les protagonistes de la COP 28 - aspirant à faire de l'Europe le « *premier continent climatiquement neutre* » - établit des politiques et des actions pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Les programmes et les actions - mis en œuvre, en cours, planifiés - sont profondément liés à la configuration physique et sociale des « cadres de vie », définis par les conclusions du Conseil de l'UE (2021/C 501 I/03) comme « *une composition équilibrée des environnements artificiels et naturels, y compris les espaces intérieurs et extérieurs* ». Pour le Conseil, la création de cadres de vie durables et intégrés concerne les activités de planification et de conception, de construction et de gestion, avec pour objectif une amélioration à long terme pour le plus grand nombre.

À l'extérieur de ses frontières, l'Union européenne se livre à une diplomatie culturelle et à un mécénat intensifs et figure parmi les principaux donateurs de services humanitaires au monde. Avec d'autres pays, elle est le premier bailleur de fonds mondial pour la coopération au développement, notamment par la construction de « cadres de vie » pour aider à résoudre des situations d'urgence et des crises graves (infrastructures pour la réduction des risques, routes, services d'eau et d'énergie, logements, écoles, hôpitaux, centres d'accueil et de soutien, création d'entreprises, etc.)

À l'intérieur des frontières, il promeut des interventions de régénération territoriale et urbaine pour la cohésion sociale, la réduction des fragilités, des actions sur la vitalité des zones rurales et périphériques, le transport durable et numérique, également par le biais de la participation et de la création partagée.

Il est important de souligner que l'élargissement de l'Union, sur la base d'opportunités d'échanges mutuels, entraîne des changements significatifs dans les relations entre les pays de l'UE et les pays tiers, tant en ce qui concerne les réglementations que les modalités d'intervention sur les territoires. Récemment, malheureusement, ce processus a été déclenché par des conflits internationaux, ramenant à l'intérieur des frontières de l'UE des scénarios dramatiques qui, il y a quelques années encore, n'étaient qu'« externes », comme les reconstructions d'après-guerre.

Le même raisonnement s'applique aux catastrophes liées au changement climatique qui touchent l'Europe avec une intensité et une fréquence croissantes, telles que les ouragans « médicinaux » méditerranéens, les cyclones tropicaux méditerranéens dans des zones géographiques non tropicales, en raison du réchauffement de la planète.

Les scénarios actuels et futurs intègrent des événements survenus sur le continent que l'Europe « observait » de l'extérieur, en coopération avec l'aide internationale. Les notions d'« extérieur » et d'« intérieur » sont de plus en plus floues.

En tout état de cause, les actions intra et extra-européennes requièrent une grande responsabilité, afin d'établir des modèles de comportement corrects dans les transformations, avec un principe commun indispensable : la centralité de la culture.

## LES AGENDAS

En effet, les plans de travail de l'UE sur la culture, également dans leur édition actuelle 2023-2026, reconnaissent la culture et le patrimoine culturel comme des facteurs essentiels pour garantir la qualité globale de la construction et de la gestion des environnements de vie.

Pour cette même raison, l'UE a repris les contenus de l'Agenda 2030 sur les établissements humains (Quito Habitat III), en les référant aux territoires et aux cultures communautaires. L'Agenda territorial européen 2030, dans la continuité des déclarations de Leipzig, Marseille et Tolède, définit 6 priorités générales pour la durabilité à long terme, visant à assurer un « *avenir pour tous les lieux* » :

- un développement spatial équilibré et polycentrique, la réduction de la polarisation des grandes zones urbaines et la reconnaissance du rôle crucial des petites et moyennes agglomérations ;
- un développement intégré entre les villes, les zones rurales et les régions spécifiques. Dépasser la logique des frontières administratives. Attention particulière aux zones côtières, fluviales et montagneuses, aux îles et aux territoires présentant des singularités hydrogéologiques ;
- l'intégration territoriale transfrontalière et les régions fonctionnelles transnationales pour améliorer la confiance mutuelle et créer un capital social ;
- la compétitivité des régions basée sur des économies locales fortes, avec des processus vertueux de renforcement des infrastructures, des caractéristiques et des traditions locales au sein des systèmes globaux ;
- la connectivité territoriale pour les personnes, les communautés et les entreprises. Accès généralisé à la connaissance, à l'information, aux services, à la mobilité ;
- la protection, l'amélioration et la connexion des systèmes écologiques, du paysage, du patrimoine culturel matériel et immatériel des régions.

Toutes les priorités décrites confèrent à la culture un rôle prioritaire.

En ce qui concerne le dernier point, les conclusions du Conseil de l'UE déjà mentionnées indiquent que « *l'architecture et l'environnement bâti sont des expressions concrètes de la culture, des modes de vie et des valeurs passées et présentes. Ils constituent la substance de notre futur patrimoine culturel et contribuent à façonner nos sociétés et nos identités* ».

## LES ALLIANCES

Pour les mêmes raisons, la Déclaration de Davos, promue par la Suisse, a défini le processus de construction comme un acte culturel, lançant l'Alliance de Davos des ministres européens de la culture en 2023. L'Alliance a élaboré le système Davos, un outil permettant d'évaluer la qualité des lieux à l'aide de huit critères - gouvernance, fonctionnalité, environnement, économie, diversité, contexte, Genius Loci et beauté - recommandés dans l'évaluation des concours de planification et de conception. Les quatre premiers critères sont techniques, les quatre autres reconnaissent l'importance des aspects culturels, émotionnels et spirituels.

L'Union européenne a fondé et/ou soutient de nombreuses initiatives pour la création d'échanges et de réflexions sur la transformation des territoires.

Parmi elles, le NEB (New European Bauhaus), créé par l'UE, est un mouvement créatif et interdisciplinaire reliant la science, la technologie, l'art et la culture. Le NEB aborde les défis de la transition écologique et numérique afin de penser les espaces de vie et les expériences en se concentrant sur l'inclusion, la durabilité et les canons esthétiques.

B4P (Built for People) est également un partenariat du Cluster 5 (Climat, énergie et mobilité), - programme Horizon Europe - entre la Commission européenne, l'ECTP (European Construction Built Environment and Energy Efficient Technology Platform) et le WorldGBC (Green Building Council). B4P rassemble les points de vue des parties prenantes travaillant dans tous les domaines liés aux environnements de vie, aux instituts de recherche et d'innovation, aux décideurs politiques, aux administrateurs locaux, aux planificateurs et aux entreprises de construction.

Dans le cadre d'INTERREG, le programme URBACT soutient les politiques de développement durable et intégré des villes par l'échange d'expériences et de connaissances entre les gouvernements centraux et les autorités régionales et locales ; il encourage la diffusion des bonnes pratiques et le transfert de savoir-faire ; il fournit une assistance pour la définition de plans d'action.

URBACT est conçu pour développer des solutions viables, innovantes et durables pour les villes, intégrant des paramètres économiques, sociaux et environnementaux. Les partenaires, en collaboration avec les acteurs locaux, établissent des groupes de soutien locaux (LSG) et des plans d'action locaux (LAP).

Les directives européennes 2014/23/UE et 2014/24/UE permettent aux États membres d'organiser des modèles d'activités sociales inspirés par la solidarité et non par la concurrence, le libre marché. Ces modèles s'inspirent des relations de solidarité informelles qui apportaient une aide aux plus faibles dans le passé, avant les formes actuelles d'aide sociale. Au niveau des pays, l'expérience italienne des pactes de coopération et des coopératives communautaires est intéressante, car elle met en place de nouvelles formes de relations entre les autorités locales et le troisième secteur. Les pactes et les coopératives établissent une co-programmation et une co-planification pour l'entretien et la régénération des biens communs. Le Code du Tiers Secteur (Loi 117/2017) promeut des interventions visant à « élever les niveaux de citoyenneté active, de cohésion et de protection sociale, selon une sphère relationnelle qui va au-delà du simple échange utilitaire » (Cour constitutionnelle italienne, arrêt 131/2020). L'approche co-créative, telle qu'elle est proposée dans la nouvelle Charte de Leipzig, peut être utile pour aborder l'hétéronomie entre la régénération territoriale et l'expulsion/barrière à l'entrée pour les catégories les plus vulnérables et les moins représentées.

La définition de nouvelles modalités de collaboration, plus proches des personnes et en réseau avec les institutions locales et centrales, permet l'acquisition de données et de besoins au niveau de la micro-échelle, souvent difficiles et lents à déterminer, très utiles pour la modulation de choix réellement appropriés.

## LES ACTEURS

L'engagement dans la transformation des milieux de vie exige une réflexion toujours plus approfondie, en considérant les paysages physiques et virtuels, qui sont de toute façon fluides, en mouvement constant, changeant de forme et de sens, avec une accélération soudaine ou avec une grande lenteur.

Les environnements physiques influencent les relations humaines, avec la planète, avec les autres formes de vie animale et végétale, des relations qui ont des répercussions globales, selon le principe One Health. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons besoin d'une Culture de l'Architecture généralisée, qui englobe tous les paysages comme un langage de degré zéro (Bruno Zevi).

Une culture qui peut se nourrir de la créativité des personnes au sein des institutions centrales et locales, des acteurs qui, par leur travail passionné, contribuent au « changement de mentalité ».

Au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du « *Code européen de conception pour la qualité du cadre de vie* » (par l' « Association des Amis du Carré Bleu »), l' « Istituto Nazionale di Architettura - IN/Arch - à travers une série de vidéos - a étudié les expériences les plus innovantes en Europe, en établissant des relations significatives avec les responsables des structures publiques qui les ont promues.

Parmi eux, Iñaki Carnicero, secrétaire général de l'agenda urbain, du logement et de l'architecture d'Espagne, affirme que « *l'architecture est un bien d'intérêt général, qui influe sur la qualité de vie des gens. Cela implique une obligation de la part de toutes les autorités publiques de la protéger, de la préserver et de l'encourager. Chacun, dans le cadre de ses compétences et toujours, en partant du principe de qualité. L'expérience de la crise sanitaire a montré l'importance du rôle de l'architecture dans notre santé physique et mentale. Face aux nombreux défis de notre société, tels que le progrès technologique, la numérisation, le vieillissement de la population, l'accélération des changements dans les modes de vie, les menaces du changement climatique, les variables liées aux cycles économiques, la perte de la diversité culturelle, la nécessité d'intégrer inéluctablement une perspective de genre dans l'architecture et l'urbanisme, l'inégalité croissante qui existe, et en bref, le suivi de certains modèles de comportement qui nécessitent une profonde révision.*

*L'architecture façonne le cadre dans lequel nos vies se développent, elle dure dans le temps, elle est le reflet de nos aspirations et sa configuration déterminera notre succès ou notre effondrement en tant que société face aux menaces actuelles et futures. C'est pourquoi la qualité de l'architecture est un élément inhérent au développement social et au bien-être.*

Nicola Irto, sénateur de la République italienne, membre de la Commission pour la transition écologique, l'énergie, les travaux publics, l'innovation technologique, exhorte « *Nous devons faire des choses qui ne peuvent plus être reportées, la première est ce que l'Europe nous demande, la cohérence des politiques sur l'architecture, avec une coordination à travers tous les acteurs institutionnels en charge, tous les ministères et les différents niveaux administratifs, en faisant une activité de partage avec les ordres professionnels, avec les associations, avec les catégories. Reconnaître l'importance du travail intellectuel et créatif, la continuité du rôle entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, définir sans équivoque les compétences dans les marchés publics pour généraliser la qualité de l'architecture.*

*Nous approchons de la grande saison de la régénération urbaine, et une grande attention doit être accordée aux nouveaux scénarios de vie, à l'espace public. Un véritable changement de paradigme qui part également d'initiatives parlementaires précises, en évitant les simplifications éphémères et dangereuses, devient indispensable.*





# AGENDAS, ALLIANCES, ACTORS FOR THE REGENERATION OF LIVING

For the first time in history, the UN COP 28 in December 2023 came up with a very clear concept: “*Transitioning away from fossil fuels in energy systems, in a just, orderly and equitable manner, accelerating action in this critical decade, so as to achieve net zero by 2050 in keeping with the science*”. Although not exactly the text that many politicians, experts and technicians were waiting and hoping for (not phase down but phase out - not reduction but drastic exit), it is nevertheless an encouraging sign.

The energy transition, embedded in the broader context of ecological conversion, is one of the fundamental pillars for the rebalancing of already extremely compromised systems.

Ecological conversion itself belongs to a more complex sustainability framework, as defined by the UN 2030 Agenda. The Agenda's other goals include: promoting peace, equity, justice and social protection; providing freedom and security; combating social exclusion and discrimination; respecting the richness of cultural diversity; supporting scientific and technological progress; and strengthening economic, social and territorial cohesion and solidarity between countries.

The EU, among the protagonists of the COP 28 - aspiring to make Europe the “*first climate-neutral continent*” - establishes policies and actions to achieve the Agenda 2030 goals. The programmes and actions - implemented, underway, planned - are deeply connected to the physical and social set-up of “*living environments*”, defined by the EU Council Conclusions (2021/C 501 I/03) as “*a balanced composition of the artificial and natural environments, including both indoor and outdoor spaces*”. For the Council, the creation of sustainable and integrated living environments concerns planning and design, construction and management activities, with the aim of long-term improvement for as many people as possible.

Outside its borders, the European Union engages in intensive cultural diplomacy and patronage and is among the world's leading donors of humanitarian services. Together with individual countries, it is the world's largest donor for development cooperation, including through the construction of “*living environments*” to help solve serious emergencies and crises (infrastructure for risk mitigation, roads, water and energy services, housing, schools, hospitals, reception-support centres, work start-ups, etc.).

Within the borders it promotes territorial and urban regeneration interventions for social cohesion, reduction of fragilities, actions on the vitality of rural and peripheral areas, sustainable and digital transport, also through participation and shared creation.

It is important to point out that the enlargement of the Union, on the basis of mutual exchange opportunities, leads to significant changes in the relations between EU and non-EU countries, both with regard to regulations and to the ways of intervening on territories. Recently, unfortunately, this process has been triggered by international conflicts, bringing dramatic scenarios, which until a few years ago were only “*external*”, such as post-war reconstructions, back within EU borders.

The same reasoning applies to climate change-related disasters that are affecting Europe, with increasing intensity and frequency, such as the Mediterranean “*medicane*” hurricanes, Mediterranean tropical cyclones in non-tropical geographical areas, due to global warming.

Current and future scenarios incorporate events within the continent that Europe was “*watching*” from the outside, cooperating with international aid. The “*outside*” and the “*inside*” have increasingly blurred meanings. In any case, intra - and extra - European actions require great responsibility, in order to establish correct patterns of behaviour in transformations, with an indispensable common principle: the centrality of culture.

## THE AGENDAS

Indeed, the EU Work Plans on Culture, also in their current edition 2023-2026, recognise culture and cultural heritage as essential factors in ensuring overall quality in the construction and management of living environments.

For this very reason, the EU has taken up the contents of the 2030 Agenda on Human Settlements (Quito Habitat III), referring them to community territories and cultures. The European Territorial Agenda 2030, in continuity with the Leipzig, Marseille and Toledo declarations, defines 6 general priorities for long-term sustainability, aimed at ensuring a “*future for all places*”:

- balanced and polycentric spatial development, reduction of polarisation of large urban areas and recognition of the crucial role of small and medium-sized settlements;
- integrated development between cities, rural areas and specific regions. Overcoming the logic of administrative borders. Special attention to coastal, river and mountain areas, islands, territories with hydro-geological singularities;
- cross-border territorial integration and transnational functional regions to improve mutual trust and create social capital;
- competitiveness of regions based on strong local economies, with virtuous processes of strengthening local infrastructure, characteristics and traditions within global systems;
- territorial connectivity for people, communities, businesses. Widespread accessibility to knowledge, information, services, mobility;
- protection, improvement and connection of ecological systems, landscape, tangible and intangible cultural heritage of the regions.

All the priorities described assign culture a priority role.

Concerning the last point, the already mentioned EU Council Conclusions state “*Architecture and the built environment are concrete expressions of culture, ways of life and past and present values. They constitute the substance of our future cultural heritage and help shape our societies and identities*”.

## THE ALLIANCES

For the same reasons, the Davos Declaration, promoted by Switzerland, defined the process of building as a cultural act, launching the Davos Alliance of European Ministers of Culture in 2023. The Alliance built the Davos System, a tool for assessing the quality of places through eight criteria - Governance, Functionality, Environment, Economy, Diversity, Context, Genius Loci and Beauty - recommended in the evaluation of planning and design competitions. The first four criteria are technical, the other four recognise the importance of cultural, emotional, spiritual aspects.

The European Union has founded and/or supports numerous initiatives for the creation of exchanges and reflections on the transformation of territories.

These include the NEB (New European Bauhaus), established by the EU, a creative and interdisciplinary movement connecting science, technology, art and culture. The NEB addresses the challenges of ecological and digital transition in order to think about living spaces and experiences by focusing on inclusion, sustainability and aesthetic canons.

B4P (Built for People) is also a partnership of Cluster 5 (Climate, Energy and Mobility), - Horizon Europe programme - between the European Commission, ECTP (European Construction Built Environment and Energy Efficient Technology Platform) and WorldGBC (Green Building Council). B4P gathers the views of stakeholders working in all fields related to living environments, research and innovation institutes, policy makers, local administrators, planners, construction companies.

Within the framework of INTERREG, the URBACT Programme supports policies for the sustainable and integrated development of cities through the exchange of experience and knowledge between central governments, regional and local authorities; it encourages the dissemination of good practice and transfer of know-how; it provides assistance for the definition of action plans.

URBACT is designed to develop viable, innovative and sustainable solutions for cities, integrating economic, social and environmental parameters. Partners, together with local stakeholders, establish Local Support Groups (LSGs) and Local Action Plans (LAPs).

The European Directives 2014/23/EU and 2014/24/EU allow Member States to organise models for social activities inspired by solidarity and not by competition, the free market. These models take their cue from the informal solidarity relations that provided assistance to the weakest in the past, prior to the current forms of welfare. At the level of individual countries, the Italian experience of Cooperation Pacts and Community Cooperatives is interesting, with the setting up of new ways of relations between Local Authorities and the Third Sector. Pacts and Cooperatives establish co-programming and co-planning for the care and regeneration of Common Goods. The Code of the Third Sector (Law 117/2017) promotes interventions aimed at “*raising the levels of active citizenship, cohesion and social protection, according to a relational sphere that goes beyond mere utilitarian exchange*” (Italian Constitutional Court, ruling 131/2020). The co-creative approach, just as proposed in the new Leipzig Charter, can be useful to address the heteronomy between territorial regeneration and expulsion/barrier to entry for the most vulnerable and less represented categories.

The definition of new collaborative modalities, closer to the people and in network with local and central institutions, allows the acquisition of data and needs at the micro-scale level, often difficult and slow to ascertain, very useful for the modulation of truly appropriate choices.

## THE ACTORS

The commitment to the transformation of living environments requires ever deeper reflection, considering physical and virtual landscapes, which are in any case fluid, in constant motion, changing shape and meaning, with sudden acceleration or with great slowness.

Physical environments influence human relationships, with the Planet, with other forms of animal and plant life, relationships that have global repercussions, according to the One Health principle. This is also why we need a Widespread Culture of Architecture, encompassing all Landscapes as a zero degree language (Bruno Zevi).

A Culture that can find nourishment in the creativity of people within the central and local institutions, actors that with their passionate work contribute to the “change of mentality”.

During the preparatory work for the drafting of the “*European Design Code for the Quality of the Living Environment*” (by the “*Association des Amis du Carré Bleu*”), the “*Istituto Nazionale di Architettura - IN/Arch*” - through a series of videos - studied the most innovative experiences in Europe, establishing significant relationships with those responsible for the public structures that promoted them.

Among them is Iñáqui Carnicero, Secretary General of the Urban Agenda, Housing and Architecture of Spain, who argues “*Architecture is an asset of general interest, it influences people's quality of life. This implies an obligation on the part of all public authorities to protect it, preserve it, encourage it. Everyone, within their competences and always, starting from the principle of quality. Our experience during the health crisis has shown how important the role of architecture is in our physical and mental health. Facing the many challenges of our society, such as technological progress, digitisation, an ageing population, accelerating changes in lifestyle patterns, threats from climate change, variables associated with economic cycles, the loss of cultural diversity, the need to inescapably incorporate a gender perspective into architecture and town planning, the growing inequality that exists, and in short, following certain patterns of behaviour that need a profound overhaul.*

*Architecture shapes the framework in which our lives develop, it lasts over time, it is a reflection of our aspirations and its configuration will determine our success or collapse as a society in the face of current and future threats. That is why the quality of architecture is an inherent element of social development and well-being*”.

Nicola Irto, Senator of the Italian Republic, member of the Commission for Ecological Transition, Energy, Public Works, Technological Innovation, urges “*We must do some things that can no longer be postponed, the first is what Europe is asking of us, the coherence of policies on architecture, with a coordination through all the institutional actors in charge, all the ministries and the various administrative levels, making a sharing activity with the professional orders, with the associations, with the categories. Acknowledging the importance of intellectual and creative work, the continuity of role between project and construction management, unequivocally defining competences in public contracts to achieve widespread quality in architecture.*



*We are approaching the great season of urban regeneration, and great attention must be paid to new living scenarios, to public space. A real paradigm shift that also starts from precise parliamentary initiatives, avoiding ephemeral and dangerous simplifications, becomes indispensable”.*

Monika Konrad, deputy director of the Department of Architecture and City Planning in Warsaw, relates her reasoning to the urban sphere *“The city is treated as a complex ecosystem in close relation between the social and economic spheres and the world of nature. Such a comprehensive approach allows the city to be managed coherently and consistently giving the environment a high rank in the development of Warsaw.*

*Fully developing such an urban structure, following the expectations of local communities and complementing it with quality urban space, will be one of the biggest challenges.*

*Developing a polycentric city is one of the main challenges for many European cities. To live and operate conveniently in a city as big as Warsaw needs a balance between metropolitan functions and everyday life.*

*The implementation of a polycentric city should be helped by the networks of local and district centres.*

*Designing city in this way means that when the network will be implemented, 99% of Warsaw residents will be able to reach the nearest local centre within 15 minutes of walking and to reach district centre within 15 minutes by bicycle. This approach is fully aligned with the idea of 15 minutes city.*

*It is one of the reasons why the city of Warsaw joined the C40 initiatives Green and Thriving Neighbourhood Pilot project announced in July 2023 during the UIA Congress in Copenhagen”.* C40 is a global network of almost 100 mayors of the world's major cities, together for 20 years to tackle the climate crisis.

## THE FUTURE?

The development of policy documents, the establishment of inter-institutional and cross-sectoral alliances, the collective and personal commitment of politicians, experts and intellectuals can produce decisive results for our Future.

It is essential to activate initiatives informed by an ethical vision that is open, aware, sensitive, for the adoption of just, non-extractive, regenerative behaviour.

And we cannot waste any more Time: as Alex Steffen warns in *“the last decade - a raw manifesto for the new climate movement”* contained in the Nearly Now - *<winning slowly equals losing>*.

# AGENDE, ALLEANZE, ATTORI PER LA RIGENERAZIONE DEGLI AMBIENTI DI VITA

Per la prima volta nella Storia, a dicembre 2023 la COP 28 delle Nazioni Unite ha elaborato un concetto molto chiaro: *“Abbandonare i combustibili fossili nei sistemi energetici, in modo giusto, ordinato ed equo, accelerando l’azione in questo decennio critico, in modo da raggiungere lo zero netto entro il 2050 in accordo con la scienza”*. Anche se non è esattamente il testo che molti politici, esperti e tecnici aspettavano e speravano (non phase down ma phase out - non riduzione ma drastica uscita), costituisce comunque un segnale incoraggiante.

La transizione energetica, inserita nel più ampio contesto della conversione ecologica, è uno dei pilastri fondamentali per il riequilibrio di sistemi già estremamente compromessi.

La stessa conversione ecologica appartiene a un quadro per la Sostenibilità più complesso, come definito dall’Agenda 2030 dell’ONU. Tra gli altri obiettivi dell’Agenda: promuovere la pace, l’equità, la giustizia e la protezione sociali, offrire libertà e sicurezza; lottare contro esclusione sociale e discriminazione; rispettare la ricchezza delle diversità culturali; sostenere il progresso scientifico e tecnologico; rafforzare la coesione economica, sociale e territoriale e la solidarietà tra i Paesi.

L’UE, tra i protagonisti della COP 28 - aspira a rendere il territorio europeo *“primo continente a impatto climatico zero”* - stabilisce politiche e azioni per il raggiungimento degli obiettivi Agenda 2030. I programmi e gli interventi - realizzati, in corso, previsti - sono profondamente connessi all’assetto fisico e sociale degli *“ambienti di vita”*, definiti dalle conclusioni del Consiglio UE (2021/C 501 I/03) *“una composizione equilibrata degli ambienti artificiale e naturale, che include spazi sia interni che esterni”*. Per il Consiglio, la creazione di ambienti di vita sostenibili e integrati riguarda le attività di pianificazione e progettazione, costruzione e gestione, ai fini del miglioramento a lungo termine per il maggior numero di persone possibile.

All’esterno dei confini l’Unione Europea svolge un’intensa attività di diplomazia culturale e mecenatismo ed è tra i primi donatori di servizi umanitari al mondo. Insieme ai singoli Paesi è il maggiore donatore mondiale per la cooperazione allo sviluppo, anche attraverso la costruzione di *“ambienti di vita”* per aiutare a risolvere gravi emergenze e crisi, (infrastrutture per la mitigazione dei rischi, viabilità, servizi idrici, energetici, abitazioni, scuole, ospedali, centri di accoglienza-sostegno, avviamento al lavoro...).

All’interno dei confini promuove interventi di rigenerazione territoriale e urbana per la coesione sociale, la riduzione delle fragilità, azioni sulla vitalità delle aree rurali e periferiche, trasporti sostenibili e digitali, anche mediante la partecipazione e creazione condivisa.

È importante evidenziare che l’allargamento dell’Unione, sulla base di opportunità di scambio reciproco, conduce a significative modifiche nelle relazioni tra Paesi UE e non UE, sia in merito alle normative, sia in merito alle modalità di intervento sui territori. Di recente, purtroppo questo processo è stato avviato a causa dei conflitti internazionali, riportando all’interno dei confini comunitari scenari drammatici, fino a pochi anni fa solo *“esterni”*, come le ricostruzioni post-belliche.

Lo stesso ragionamento vale per i disastri legati al cambiamento climatico che stanno colpendo l'Europa, con sempre maggiore intensità e frequenza, come i “medicane” mediterranean hurricane, cicloni tropicali mediterranei in aree geografiche non tropicali, dovuti al surriscaldamento globale.

Gli scenari attuali e futuri incorporano eventi all'interno del continente che l'Europa “guardava” dall'esterno, collaborando con gli aiuti internazionali. Il “fuori” e il “dentro” hanno significato sempre più sfumato.

In ogni caso, le azioni intra e extraeuropee richiedono grande responsabilità, per stabilire corretti modelli di comportamento nelle trasformazioni, con un principio comune indispensabile: la centralità della cultura.

## LE AGENDE

Infatti i Piani di Lavoro UE sulla Cultura, anche nell'attuale edizione 2023-2026, riconoscono la cultura e il patrimonio culturale come fattori essenziali per assicurare la qualità complessiva nella costruzione e gestione degli ambienti di vita.

Proprio per questo motivo, L'UE ha ripreso i contenuti dell'Agenda 2030 sugli insediamenti umani (Habitat III di Quito), riferendoli ai territori e alle culture comunitari. L'Agenda Territoriale Europea 2030, in continuità con le dichiarazioni di Lipsia, Marsiglia e Toledo definisce 6 priorità generali per la sostenibilità a lungo termine, rivolte ad assicurare un “*futuro per tutti i luoghi*”:

- sviluppo territoriale bilanciato e policentrico, riduzione delle polarizzazioni delle grandi aree urbane e riconoscimento del ruolo cruciale degli insediamenti piccoli e medi;
- sviluppo integrato tra città, aree rurali e regioni specifiche. Superamento della logica dei confini amministrativi. Particolare attenzione alle aree costiere, fluviali, montuose, alle isole, ai territori con singolarità idro-geologiche;
- integrazione territoriale trans-frontaliera e regioni funzionali transnazionali per migliorare la fiducia reciproca e creare capitale sociale;
- competitività delle Regioni basata su forti economie locali, con processi virtuosi di rafforzamento delle infrastrutture, delle caratteristiche e delle tradizioni locali nell'ambito dei sistemi globali;
- connettività territoriale per le persone, le comunità, le imprese. Accessibilità diffusa alla conoscenza, alle informazioni, ai servizi, alla mobilità;
- protezione, miglioramento e connessione dei sistemi ecologici, del paesaggio, dei patrimoni culturali materiali e immateriali delle Regioni.

Tutte le priorità descritte assegnano alla cultura un ruolo prioritario.

In merito all'ultimo punto, le già segnalate Conclusioni del Consiglio UE precisano “L'architettura e l'ambiente edificato sono espressioni concrete della cultura, dei modi di vivere e dei valori passati e presenti. Costituiscono la sostanza del nostro patrimonio culturale futuro e contribuiscono a plasmare le nostre società e identità”.

## LE ALLEANZE

Per le stesse ragioni, la Dichiarazione di Davos, promossa dalla Svizzera, ha definito il processo del costruire come un atto culturale, lanciando nel 2023 l'Alleanza di Davos tra i ministri della cultura europei. L'Alleanza ha costruito il Sistema Davos, uno strumento per la valutazione della qualità dei luoghi attraverso 8 criteri - Governance, Funzionalità, Ambiente, Economia, Diversità, Contesto, Genius Loci e Bellezza - raccomandato nella valutazione dei concorsi di pianificazione e progettazione. I primi quattro criteri sono tecnici, gli altri quattro riconoscono l'importanza degli aspetti culturali, emotivi, spirituali.

L'Unione Europea ha fondato e / o sostiene numerose iniziative per la creazione di scambi e riflessioni sulle trasformazioni dei territori.

Tra queste il NEB (New European Bauhaus), istituito dall'UE, un movimento creativo e interdisciplinare che connette scienza, tecnologia, arte e cultura. Il NEB affronta le sfide della transizione ecologica e digitale per ragionare sugli spazi di vita e sulle esperienze ponendo in primo piano l'inclusione, la sostenibilità, i canoni estetici.

Anche B4P (Built for People) è un partenariato del Cluster 5 (Clima, Energia e Mobilità) - programma Horizon Europe - tra Commissione Europea, ECTP (European Construction Built Environment and Energy Efficient Technology Platform) e WorldGBC (Green Building Council). B4P raccoglie i punti di vista degli stakeholder che lavorano in tutti i campi collegati agli ambienti di vita, istituti di ricerca e innovazione, decisori politici, amministratori locali, progettisti, imprese edili.

Nell'ambito di INTERREG, il Programma URBACT sostiene le politiche per lo sviluppo sostenibile e integrato delle città mediante lo scambio di esperienze e conoscenze tra governi centrali, autorità regionali e locali; incentiva la diffusione di buone pratiche e trasferimento del know-how; fornisce assistenza per la definizione di piani d'azione.

URBACT nasce per lo sviluppo di soluzioni praticabili, innovative e sostenibili per le città, integrando parametri economici, sociali, ambientali. I partner, insieme agli stakeholder locali, istituiscono Gruppi di Supporto Locale (LSG, Local Support Group) e Piani d'Azione Locali (LAP, Local Action Plan).

Le direttive europee 2014/23/UE e 2014/24/UE consentono agli Stati membri l'organizzazione di modelli per le attività sociali ispirati alla solidarietà e non alla concorrenza, al libero mercato. Questi modelli prendono spunto dalle relazioni di solidarietà informali che nel passato hanno fornito assistenza ai più deboli, prima delle forme di welfare attuali. A livello dei singoli Paesi, interessante l'esperienza italiana dei Patti di collaborazione e delle Cooperative di Comunità, con l'impostazione di nuove modalità di relazione tra Enti Locali e Terzo Settore.

I Patti e le Cooperative stabiliscono la co-programmazione e la co-progettazione per la cura e la rigenerazione dei Beni Comuni. Il Codice del Terzo Settore (L. 117/2017) promuove interventi volti “*a elevare i livelli di cittadinanza attiva, di coesione e protezione sociale, secondo una sfera relazionale che si colloca al di là del mero scambio utilitaristico*” (Corte Costituzionale Italiana, sentenza 131/2020). L'approccio co-creativo, proprio come proposto nella nuova Carta di Lipsia, può essere utile ad affrontare l'eteronomia tra rigenerazione del territorio ed espulsione / barriera all'ingresso per le categorie più vulnerabili e meno rappresentate.



La definizione di nuove modalità collaborative, più vicine alle persone e in rete con le istituzioni locali e centrali, consente l'acquisizione di dati e bisogni a livello della micro-scala, spesso di difficile e lento riscontro, molto utili alla modulazione di scelte realmente appropriate.

## GLI ATTORI

L'impegno nella trasformazione degli ambienti di vita richiede riflessioni sempre più profonde, considerando Paesaggi fisici e virtuali, comunque fluidi, in continuo movimento, che cambiano forma e significato, con accelerazioni improvvise o con grande lentezza.

Gli ambienti fisici influenzano le relazioni umane, con il Pianeta, con le altre forme di vita animale e vegetale, rapporti che hanno ricadute globali, secondo il principio One Health. Anche per questo abbiamo bisogno di una Cultura Diffusa dell'Architettura, che ricomprenda tutti i Paesaggi come linguaggio grado zero (Bruno Zevi).

Una Cultura che può trovare nutrimento nella creatività delle persone dentro le Istituzioni centrali e locali, attori che con il loro lavoro appassionato contribuiscono al "cambio di mentalità".

Durante i lavori preparatori all'elaborazione del "Codice Europeo di Progettazione teso alla qualità degli Ambienti di Vita" (a cura dell'"Association des Amis du Carré Bleu"), l'"Istituto Nazionale di Architettura - IN/Arch" - attraverso una serie di video - ha studiato le esperienze più innovative in Europa, attivando significative relazioni con i responsabili delle strutture pubbliche che le hanno promosse.

Tra questi Inaqui Carnicero, segretario generale dell'Agenda Urbana, Alloggi e Architettura di Spagna che sostiene "L'architettura è un bene di interesse generale, influenza la qualità di vita delle persone. Questo implica l'obbligo da parte di tutti i poteri pubblici di proteggerla, preservarla, di incoraggiarla. Ognuno, nell'ambito delle proprie competenze e sempre, partendo dal principio della qualità. L'esperienza vissuta durante la crisi sanitaria, ha fatto constatare l'importanza del ruolo dell'architettura nella nostra salute fisica e mentale. Affrontare le tante sfide della nostra società, come il progresso tecnologico, la digitalizzazione, l'invecchiamento della popolazione, l'accelerazione dei cambiamenti dei modelli di vita, le minacce derivanti dal cambiamento climatico, le variabili associate ai cicli economici, la perdita di diversità culturale, la necessità di incorporare in modo ineludibile la prospettiva di genere in architettura e urbanistica, la crescente ineguaglianza esistente, e insomma seguire determinati modelli di comportamento che necessitano una revisione profonda.

L'architettura disegna il quadro nel quale si sviluppa la nostra vita, dura nel tempo, è il riflesso delle nostre aspirazioni e la sua configurazione determinerà il nostro successo o il nostro tracollo come società davanti alle minacce attuali e future. Per questo la qualità dell'architettura è un elemento inerente allo sviluppo sociale e al benessere".

Nicola Irto, senatore della Repubblica Italiana, membro della Commissione Transizione Ecologica, Energia, Lavori Pubblici, Innovazione Tecnologica, esorta "Dobbiamo fare alcune cose non più rinviabili, la prima è quella che ci chiede l'Europa, la coerenza delle politiche sull'architettura, con un coordinamento attraverso tutti gli attori istituzionali preposti, tutti i ministeri e i vari livelli amministrativi, facendo un'attività di condivisione con gli ordini professionali, con le associazioni, con le categorie. Riconoscere l'importanza del lavoro intellettuale e creativo, la continuità di ruolo tra progetto e direzione dei lavori, definire in maniera inequivocabile le competenze nei contratti pubblici per realizzare la qualità diffusa dell'architettura.

*Ci avviamo alla grande stagione della rigenerazione urbana, bisogna porre grande attenzione ai nuovi scenari di vita, allo spazio pubblico. Diventa indispensabile un reale cambio di paradigma che parta anche da precise iniziative parlamentari, evitando effimere semplificazioni pericolose".*

Monika Konrad, vice-direttrice del Dipartimento di Architettura e Pianificazione della città di Varsavia, riferisce i suoi ragionamenti all'ambito urbano "La città viene trattata come un ecosistema complesso in stretta relazione tra la sfera sociale ed economica e il mondo della natura. Questo approccio globale consente di gestire la città in modo coerente e costante, conferendo all'ambiente un ruolo di primo piano nello sviluppo di Varsavia.

*Sviluppare pienamente una struttura urbana di questo tipo, seguendo le aspettative delle comunità locali e completandola con spazi urbani di qualità, sarà una delle sfide più grandi.*

*Lo sviluppo di una città policentrica è una delle sfide principali per molte città europee. Per vivere e operare comodamente in una città grande come Varsavia è necessario trovare un equilibrio tra le funzioni metropolitane e la vita quotidiana.*

*La realizzazione di una città policentrica dovrebbe essere favorita dalle reti di centri locali e distrettuali.*

*Progettare la città in questo modo significa che, quando la rete sarà implementata, il 99% degli abitanti di Varsavia sarà in grado di raggiungere il centro locale più vicino entro 15 minuti a piedi e di raggiungere il centro di quartiere entro 15 minuti in bicicletta. Questo approccio è pienamente in linea con l'idea di città in 15 minuti.*

*È uno dei motivi per cui la città di Varsavia ha aderito al progetto pilota Green and Thriving Neighbourhood di C40, annunciato nel luglio 2023 durante il Congresso UIA di Copenaghen". C40 è una rete globale di quasi 100 sindaci delle principali città del mondo, insieme da 20 anni per affrontare la crisi climatica.*

## IL FUTURO?

L'elaborazione di documenti programmatici, la costituzione di alleanze inter-istituzionali e inter-settoriali, l'impegno collettivo e personale di politici, esperti e intellettuali possono produrre risultati determinanti per il nostro Futuro.

Indispensabile attivare iniziative informate a una visione etica che sia aperta, consapevole, sensibile, per l'adozione di comportamenti giusti, non estrattivi, rigeneranti.

E non possiamo perdere altro Tempo: come ammonisce Alex Steffen contenuto in "the last decade - a raw manifesto for the new climate movement"- in the Nearly Now - <vincere lentamente equivale a perdere>.